



Pas de rentrée en musique pour des milliers d'enfants précaires

lundi 4 septembre 2017, par [matthias](#)

Communiqué de presse du Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation CDERE - 1er septembre 2017



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 1er septembre 2017

PAS DE RENTRÉE EN MUSIQUE POUR DES MILLIERS D'ENFANTS PRÉCAIRES

4 septembre 2017. Les élèves sont invités par le Ministère à accueillir leurs nouveaux camarades en musique pour leur souhaiter la bienvenue. Mais pour certains enfants, la rentrée sera d'un silence assourdissant.

Ils sont méconnus du grand public voire ignorés des institutions, mais des milliers d'enfants ne feront pas leur rentrée en septembre 2017.

- Car ils ont été expulsés cet été d'un bidonville ou d'un squat et qu'ils n'ont pas de domicile stable...
- Car le maire refuse de les inscrire parce qu'ils sont pauvres, Roms, étrangers ou vivent en bidonville...
- Car le maire leur demande un justificatif de domicile qu'ils ne sont pas en mesure d'obtenir...
- Car il n'y a pas assez de place en classe UPE2A, classe pour les enfants non francophones dans la commune...
- Car ils vivent dans un hôtel social et qu'ils doivent changer d'hôtel toutes les semaines...
- Car ils sont étrangers et isolés, et vivent à la rue en attendant d'une reconnaissance de leur minorité et de leur droit à la protection
- Car ils sont pris en charge par l'aide sociale à l'enfance mais isolés dans un hôtel et attendent que leur inscription soit faite...

La plupart d'entre eux sont étrangers (roumains, maliens, syriens, bulgares, guinéens, kerdés...) et vivent en habitat précaire. Les exemples de refus ou d'obstacles à la scolarisation sont nombreux à Bègles, à Metz, en Dordogne, à Paris, à Athis-Mons, à La Courneuve, à Salinghies... Sans compter l'impossibilité pour suite d'une scolarité pour les quelques mineurs expulsés de leur lieu de vie (bidonville, squat...). Depuis fin juin, ce sont plus de 1700 personnes, dont des centaines d'enfants qui ont été expulsés. Ces derniers semaines, l'accélération de ces expulsions anéantit tout espoir de rentrée.

Nous demandons :

- que les maires main dans la main avec l'Éducation nationale, respectent leur obligation légale de recevoir tous les enfants en âge scolaire sur le territoire de leur commune, même ceux qui sont en habitat précaire.
- que les maires déclinent des réquisitions de dépôt d'une demande de scolarisation
- que les préfetures interviennent en urgence chaque fois qu'un cas d'obstacle à la scolarisation d'enfants étrangers en situation de précarité leur est signalé. Le temps est précieux pour ces enfants comme pour tous les autres.

Le ministère de l'Éducation nationale doit se saisir de cette question et faire en sorte que tous les acteurs, préfetures, services de l'éducation nationale, collectivités accordent enfin leurs violons pour que cesse cette situation indigne, honteuse et contraire aux droits fondamentaux.

Contact presse :

Pablo Kravtsovsky - PERC-CGT - 06 33 53 62 23
Dorothée Bonnemaison - CNCFI-Rhône-Alpes - 06 33 52 85 46

4 septembre 2017. Les élèves sont invités par le Ministère à accueillir leurs nouveaux camarades en musique pour leur souhaiter la bienvenue. Mais pour certains enfants, **la rentrée sera d'un silence assourdissant.**

Ils sont méconnus des institutions, mais des milliers d'enfants ne feront pas leur rentrée en septembre 2017.

Car ils ont été expulsés cet été d'un bidonville ou d'un squat et qu'ils n'ont pas de domicile stable...

Car le maire refuse de les inscrire parce qu'ils sont pauvres, Roms, étrangers ou vivent en bidonville...

Car la mairie leur demande un justificatif de domicile qu'ils ne sont pas en mesure d'obtenir...

Car il n'y a pas assez de place en classe UPE2A, classe pour les enfants non-francophones dans la commune...

Car ils vivent dans un hôtel social et qu'ils doivent changer d'hôtel toutes les semaines...

Car ils sont étrangers et isolés, et vivent à la rue en attente d'une reconnaissance de leur minorité et de leur droit à la protection

Car ils sont pris en charge par l'aide sociale à l'enfance mais isolés dans un hôtel et attendent que leur inscription soit faite...

La plupart d'entre eux sont étrangers (roumains, maliens, syriens, bulgares, guinéens, kurdes...) et vivent en habitat précaire. Les exemples de refus ou d'obstacles à la scolarisation sont nombreux à Bègles, à Metz, en Essonne, à Paris, à Athis-Mons, à la Courneuve, à Sainghin.... Sans compter l'impossible poursuite d'une scolarité pour les quelques mineurs expulsés de leur lieu de vie cet été (bidonville, squat...). **Depuis fin juin, ce sont plus de 1700 personnes, dont des centaines d'enfants qui ont été expulsés.** Ces dernières semaines, l'accélération de ces expulsions anéantit tout espoir de rentrée.

Nous demandons :

- que les mairies main dans la main avec l'Education nationale, respectent leur obligation légale de recenser tous les enfants en âge scolaire sur le territoire de leur commune, même ceux qui sont en habitat précaire.
- que les mairies délivrent des récépissés de dépôt d'une demande de scolarisation
- que les préfetures interviennent en urgence chaque fois qu'un cas d'obstacle à la scolarisation d'enfants étrangers en situation de précarité leur est signalé. Le temps est précieux pour ces enfants comme pour tous les autres.

Le ministère de l'Education nationale doit se saisir de cette question et faire en sorte que tous les acteurs, préfetures, services de l'éducation nationale, collectivités accordent enfin leurs violons pour que cesse cette situation indigne, honteuse et contraire aux droits fondamentaux.

Les membres du Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation - CDERE

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) - ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) - ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines & Roms) - Aset 93 (Association d'Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes) - Aset 95 - Association Romeurope 94 - Association Solidarité Roms de Saint- Etienne - ATD-Quart monde - CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) - CLIVE (Centre de Liaison et d'Information Voyage Ecole) - Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie 95 - Collectif national droits de l'Homme Romeurope - Collectif Romeurope du Val Maubuée 77 - Collectif Roms de Montpellier - Collectif Romeurope 92 Sud - Collectif Romyvelines - DEI-France (Défense des Enfants - International) - Ecodrom - FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) - FERC-CGT (Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture) - Gisti - Hors la Rue - Intermèdes Robinson - L'école au présent - LDH (Ligue des Droits de l'Homme) - MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) - RESF (Réseau Education Sans Frontière) - Scolenfance - Secours Catholique (Caritas France) - SNPI-FSU (Syndicat national des personnels d'inspection) - SNUipp-FSU (Syndicat National Unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc-Fédération syndicale unitaire) - Sud Education

Ainsi que des militant-e-s en faveur des droits des enfants